



Assemblée générale

Distr. générale
29 août 2019
Français
Original : anglais

Soixante-quatorzième session

Point 23 b) de l'ordre du jour provisoire*

**Activités opérationnelles de développement :
coopération Sud-Sud pour le développement**

État de la coopération Sud-Sud

Rapport du Secrétaire général

Résumé

Le présent rapport est soumis en application de la résolution [73/249](#) de l'Assemblée générale, dans laquelle celle-ci a prié le Secrétaire général de lui présenter à sa soixante-quatorzième session un rapport d'ensemble sur l'état de la coopération Sud-Sud. Il met en lumière l'action menée comme suite à la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud et est axé, entre autres, sur les mesures prises expressément par le système des Nations Unies pour le développement pendant la période visée pour continuer d'intensifier l'appui qu'il apporte à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire aux niveaux mondial, régional et national. Des recommandations sur la marche à suivre y sont formulées.

* [A/74/150](#).



I. Introduction

1. Quatre ans après l'adoption du Programme de développement durable à l'horizon 2030, il est patent que des progrès ont été accomplis dans la réalisation des objectifs de développement durable et que des tendances positives se sont dégagées. En dépit de celles-ci et de la diversité des initiatives que le Programme 2030 a inspirées jusqu'à présent, la rapidité et l'ampleur de l'évolution des modalités de développement sont encore insuffisantes pour que l'on puisse opérer la transformation nécessaire afin d'atteindre les objectifs de développement durable d'ici à 2030 (E/2019/68, par. 7). Les partenariats multipartites et une coopération accrue sont essentiels à la réalisation des objectifs ambitieux du Programme 2030, notamment pour tirer parti des connaissances et des compétences spécialisées des pays du Sud.

2. Dans ce contexte, l'année 2019 marque le début du changement pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, compte tenu de l'issue de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, tenue à Buenos Aires. Les progrès notables accomplis par bon nombre de pays en développement contribuent à transformer les normes et les principes de la coopération internationale (A/73/383, par. 4). En adoptant le document final issu de la Conférence (résolution 73/291, annexe), la communauté mondiale, y compris les entités des Nations Unies et d'autres parties prenantes, a souligné que la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire offraient d'immenses possibilités pour ce qui était de concourir à l'application du Programme 2030.

3. Pendant la Conférence, les États Membres sont convenus que les changements apparus sur la scène internationale créaient des conditions propices à la promotion de la coopération Sud-Sud, à la poursuite d'un développement économique soutenu et au renforcement d'une autonomie nationale et collective. La coopération Sud-Sud continue de gagner en importance et s'étend sans cesse à de nouveaux domaines, notamment pour faciliter l'intégration régionale et les relations interrégionales et intrarégionales, renforcer les capacités de production et donner lieu à des approches innovantes en vue d'actions collectives. Le système des Nations Unies pour le développement a pris des mesures concrètes, notamment l'organisation de forums mondiaux et régionaux, le renforcement de la cohérence des politiques et des structures institutionnelles, l'instauration de partenariats multipartites et de cadres de suivi et d'application du principe de responsabilité, l'élargissement de l'envergure des contributions et leur assouplissement, et l'adoption d'une approche axée sur les répercussions à long terme. Plus de 80 plans-cadres de coopération des Nations Unies pour le développement durable mettent l'accent sur la coopération Sud-Sud pour planifier et mener des activités de développement au niveau national.

4. Pour influencer plus largement l'évolution de la coopération au service du développement dans le cadre de la réalisation des objectifs de développement durable, les entités des Nations Unies, par le jeu de la coopération Sud-Sud, ont collaboré avec des organismes régionaux et favorisé les possibilités de coopération avec les États Membres et d'autres parties prenantes. Pendant la période visée, les nouveaux partenariats se sont multipliés, de même que les supports de connaissances sur la coopération Sud-Sud.

5. Le présent rapport s'achève sur une série de recommandations proposées pour examen au système des Nations Unies pour le développement. Ces recommandations sont le fruit de plusieurs consultations et des enseignements tirés de l'expérience des acteurs mettant en œuvre des initiatives de coopération Sud-Sud.

II. Deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud et poursuite de l'appui fourni aux États Membres au titre de l'exécution du Programme de développement durable à l'horizon 2030

Aperçu de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud

6. Du 20 au 22 mars 2019, des représentants de 145 États Membres et de l'Union européenne se sont réunis à la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, organisée par le Gouvernement argentin. On comptait parmi les participants de haut rang huit chefs d'État, deux Vice-Premiers Ministres et 61 ministres¹. Plus de 3 800 participants se sont inscrits, dont les représentants de 25 organisations intergouvernementales, de 32 entités des Nations Unies et de plusieurs organisations non gouvernementales. Les organisations régionales, les laboratoires d'idées et les établissements universitaires étaient aussi largement représentés. Cette manifestation a suscité un fort intérêt à l'échelle mondiale².

7. La Conférence avait pour thème « Rôle de la coopération Sud-Sud et mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 : difficultés et perspectives »³. Elle a offert l'occasion de faire en sorte que la coopération Sud-Sud tienne toujours compte des nouvelles réalités du développement mondial et de l'évolution des besoins qu'ont les pays en développement pendant la mise en œuvre du Programme 2030. En outre, elle a permis de créer des cadres destinés à la coopération Sud-Sud, de renforcer ceux qui existent et d'améliorer les systèmes et les outils de communication de l'information et d'évaluation d'impact.

8. Les participants aux débats ont souligné l'importance de la coopération Sud-Sud dans l'architecture de la coopération mondiale au service du développement durable. La Conférence a été pour la communauté internationale l'occasion d'examiner les tendances et d'évaluer les progrès accomplis. Des chefs de délégation et d'autres hauts responsables ont fait observer qu'au cours des dernières décennies, si la coopération Nord-Sud avait été le mode principal de coopération au service du développement, la coopération Sud-Sud s'était élargie et avait permis de faciliter l'intégration régionale et de donner lieu à des approches innovantes en vue d'actions collectives. Les participants ont convenu que la coopération Sud-Sud ne devrait pas être envisagée comme une forme d'aide publique au développement et ont souligné qu'elle ne se substituait pas à la coopération Nord-Sud mais venait la compléter. Ils ont reconnu qu'il importait de renforcer l'efficacité aux fins du développement de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, tout en étant conscients de sa nature volontaire, participative et déterminée par la demande. Les pays en développement ont été encouragés à mettre en place, sous leurs auspices, des systèmes de collecte de données, d'examen de la qualité, de suivi et d'évaluation ainsi que des méthodes et des statistiques, dans le respect des principes de la coopération Sud-Sud.

9. Les participants ont convenu de la nécessité de renforcer les capacités des pays en développement en augmentant les ressources et en renforçant les compétences spécialisées. Constatant avec inquiétude l'augmentation du niveau de la dette dans le monde, les participants ont demandé aux créanciers et aux emprunteurs de régler de manière prioritaire les problèmes liés à la viabilité de la dette afin d'empêcher toute

¹ Le Gouvernement norvégien a appuyé la participation des pays les moins avancés.

² Le site Web du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a enregistré environ 70 000 pages vues et les médias sociaux ont permis de transmettre des informations à plus de 17,5 millions de personnes.

³ Voir www.unsouthsouth.org/bapa40 (en anglais uniquement).

retombée négative sur le développement à long terme et la réalisation du Programme 2030. Ils ont en outre constaté que la pénurie de ressources continuait d'entraver l'élargissement de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire et ont souligné qu'il importait de mobiliser davantage de ressources à partir de toutes les sources, y compris publiques, privées, nationales et internationales. Ils ont demandé aux institutions financières et aux institutions de développement multilatérales, régionales et bilatérales d'envisager d'accroître les ressources financières et la coopération technique. Ils ont également demandé aux États Membres d'étudier de nouveaux mécanismes de financement innovants et de recourir davantage à la coopération triangulaire, qui offre une approche modulable face à des problèmes nouveaux en matière de développement.

10. Pour ce qui est des fonctions du système des Nations Unies, les participants ont réaffirmé dans le document final issu de la Conférence le rôle clef des fonds, programmes, institutions spécialisées, organismes non résidents et commissions régionales des Nations Unies, y compris les équipes de pays des Nations Unies, pour ce qui est d'appuyer et de promouvoir la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, tout en réaffirmant que la responsabilité du développement incombe en premier lieu à chaque pays (voir résolution 73/291, annexe). Les États Membres ont exhorté le système des Nations Unies pour le développement à accroître son aide aux pays en développement, à agir en tant que catalyseur pour ce qui est de trouver ou de favoriser des partenariats de coopération éventuels dans plusieurs domaines stratégiques, compte tenu de leurs priorités nationales de développement, et à continuer d'appuyer les organisations régionales et sous-régionales en vue de la promotion de pratiques de développement durables.

11. Les participants ont également réaffirmé dans le document final issu de la Conférence qu'il importait d'élaborer une stratégie de coopération Sud-Sud applicable à l'ensemble du système des Nations Unies, qui soit dirigée par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, par l'intermédiaire du mécanisme interinstitutions des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, tout en tenant compte du repositionnement en cours du système des Nations Unies pour le développement.

12. Pendant trois tables rondes organisées sur les thèmes subsidiaires de la Conférence⁴, les participants ont relevé que la coopération Sud-Sud pouvait avoir une incidence positive sur l'ensemble des objectifs de développement durable. Ils ont indiqué qu'il fallait adopter de nouvelles approches pour faire participer le secteur privé, notamment en ayant recours à un financement mixte et à l'investissement à impact social et environnemental, et des indicateurs de performance pour le secteur privé, tels que la création d'emplois, le transfert de technologie, la durabilité environnementale et le respect des normes locales. Ils ont par ailleurs souligné qu'il importait d'établir une méthode de mesure de l'efficacité de la coopération Sud-Sud.

13. Des gouvernements, des entités des Nations Unies, des organisations non gouvernementales, des institutions financières internationales, des établissements universitaires et d'autres partenaires de développement ont organisé plus de 140 manifestations parallèles en vue de présenter leurs initiatives, pratiques et travaux de recherche dans les domaines de la coopération Sud-Sud et de la coopération

⁴ Les thèmes subsidiaires étaient les suivants : « Perspectives et avantages comparatifs offerts par la coopération Sud-Sud et mise en commun des données d'expérience, des pratiques optimales et des exemples de réussite », « difficultés rencontrées et renforcement du cadre institutionnel régissant la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire » et « renforcement des moyens de mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 à l'appui de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire ».

triangulaire. Les organisateurs ont ainsi eu l'occasion de se faire entendre d'un public mondial.

Aperçu des engagements et mesures de suivi pris par les entités des Nations Unies en matière de coopération Sud-Sud

14. Les engagements et orientations réaffirmés dans le cadre de la Conférence éclaireront les futurs sommets mondiaux, la conception des stratégies institutionnelles, les mesures de suivi des dialogues politiques, les stratégies de communication et les mécanismes financiers. Les entités des Nations Unies, en partenariat avec d'autres parties prenantes, se sont engagées à permettre aux partenaires du Sud de mettre en œuvre des activités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire plus efficaces dans le cadre des 17 objectifs de développement durable. Elles ont montré un grand intérêt à faire tout leur possible pour répondre aux besoins et aux attentes du Sud. Des exemples d'activités sont présentés ci-dessous.

15. Afin de promouvoir le rôle central de la coopération Sud-Sud dans la coopération au service du développement mondial, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) collaborera avec des partenaires pour établir le deuxième rapport sur la coopération Sud-Sud en Afrique et fera participer, dans le cadre de l'élaboration d'un plan d'action régional et national, son large réseau de bureaux de pays pour aider les gouvernements à appliquer les textes issus de la Conférence⁵.

16. La Commission économique et sociale pour l'Asie et le Pacifique (CESAP), en partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et d'autres partenaires de la coopération au service du développement, organisera la troisième édition du Forum Asie-Pacifique des directrices et directeurs généraux pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour expliquer les textes issus de la Conférence et donner davantage d'orientations sur la marche à suivre pour s'assurer la participation des organisations régionales et sous-régionales dans le cadre de la promotion de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans la région.

17. Le Fonds international de développement agricole (FIDA) s'emploie à donner suite aux recommandations de la Conférence en organisant des conférences internationales, en diffusant des supports de connaissances, en renforçant son portail consacré aux solutions, en nouant des partenariats avec des banques multilatérales de développement et en examinant des possibilités de coopération avec les États Membres.

18. Au vu de l'intensification des migrations entre les pays en développement, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) s'emploie à développer ses partenariats avec les parties prenantes qui souhaitent promouvoir la coopération Sud-Sud pour parvenir à une bonne gouvernance des migrations.

19. Quatre-vingt-quatre pourcent de l'ensemble des décès imputables au terrorisme étant survenus dans dix pays du Sud en 2017⁶, le Bureau de lutte contre le terrorisme a mesuré l'importance de la coopération Sud-Sud dans la lutte contre les effets ravageurs du terrorisme et de l'extrémisme violent sur les pays en développement et a lancé un projet mondial à la Conférence. Le projet consistera notamment à faire l'inventaire des pratiques optimales pertinentes des pays et centres d'excellence en Afrique, en Asie, au Moyen-Orient, en Amérique latine et dans les Caraïbes et à créer une plateforme Sud-Sud de mise en commun des connaissances ainsi qu'un forum

⁵ Voir www.africa.undp.org/content/rba/en/home/library/reports/south-south-cooperation-in-sub-saharan-africa0.html (en anglais uniquement).

⁶ Voir www.un.org/press/en/2019/dev3392.doc.htm (en anglais uniquement).

d'experts pour tirer parti des précieuses compétences spécialisées des pays du Sud en matière de lutte contre le terrorisme.

20. Le Programme alimentaire mondial (PAM) organisera des dialogues régionaux, notamment au Panama et au Sénégal, pour promouvoir l'appui intrarégional dans le cadre du renforcement des partenariats avec l'Argentine et la Chine. En outre, il ouvrira un service d'assistance mondiale sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pour appuyer directement les spécialistes et créera une plateforme de mise en correspondance aux fins de cette coopération, c'est-à-dire une base de données interne de fournisseurs et de bonnes pratiques qui sera accessible via la plateforme South-South Galaxy⁷ établie par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.

21. En 2019, la stratégie de l'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) sur la coopération industrielle⁸ Sud-Sud et la coopération industrielle triangulaire a été mise au point comme suite à la demande de renforcement de l'appui à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire au niveau mondial et dans le système des Nations Unies.

22. Le volontariat Sud-Sud reste un important moyen de renforcer les capacités grâce à l'échange de connaissances et à des partenariats équitables. La chaire de coopération Sud-Sud, créée récemment par l'Université de Buenos Aires et dont le lancement a eu lieu à l'occasion de la Conférence, est une instance importante et le programme des Volontaires des Nations Unies (VNU) collabore étroitement avec le PNUD et l'Université pour intégrer le volontariat à ses stratégies et activités.

III. Appui du système des Nations Unies pour le développement à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire dans le contexte du Programme de développement durable à l'horizon 2030

A. Prise en considération systématique de la coopération Sud-Sud dans les cadres généraux, la planification et les instruments de suivi du système des Nations Unies pour le développement

23. Il ressort de l'examen des activités dont ont rendu compte les fonds, programmes et institutions spécialisées des Nations Unies que le système des Nations Unies pour le développement a joué un rôle central s'agissant de promouvoir, de coordonner et de prendre en considération systématiquement la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire pendant la période visée. Les activités de coopération Sud-Sud du système des Nations Unies incluent le financement, la création de réseaux, le renforcement des capacités, la transmission de savoirs, la création d'un environnement propice et l'établissement de partenariats multipartites aux fins de la réalisation du Programme 2030.

24. Les organismes des Nations Unies et les organisations internationales voient en la coopération Sud-Sud une forme efficace de coopération au service du développement en vue de la réalisation des objectifs de développement durable. Sur l'ensemble des entités contribuant au présent rapport, 23 ont incorporé des éléments relatifs à la coopération Sud-Sud à leurs stratégies et cadre de suivi pour la période 2018-2021. Il importe de noter que la coopération Sud-Sud s'est étendue à des

⁷ Voir www.unsouthsouth-galaxy.org (en anglais uniquement).

⁸ Voir www.unido.org/our-focus-cross-cutting-services-partnerships-prosperity/south-south-and-triangular-industrial-cooperation (en anglais uniquement).

domaines tels que la migration, le volontariat, la propriété intellectuelle, le développement et l'emploi des technologies de l'information et des communications et la lutte contre le terrorisme. En outre, des partenariats entre le système des Nations Unies et des laboratoires d'idées, des établissements de formation, des centres d'excellence, des réseaux et des plateformes en ligne ont élargi la portée de cette coopération. Quelques exemples représentatifs sont donnés ci-après.

25. Dans les commissions régionales, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire font partie intégrante de la coopération technique et mettent l'accent sur la mise en œuvre d'instruments, de normes et de règles juridiques et des pratiques optimales correspondantes. Par exemple, ce sont des pays d'Asie centrale et d'Europe de l'Est qui ont le plus profité des activités de coopération technique de la Commission économique pour l'Europe (CEE). Ainsi, 26 % et 19 % des activités de coopération technique de la CEE y ont eu lieu, respectivement, ce qui place ces pays devant ceux d'Europe du Sud-Est (9 %) et du Caucase (8 %).

26. La CESAP a adopté une feuille de route régionale pour la mise en œuvre du Programme 2030 en Asie et dans le Pacifique. Ce document appelle au renforcement des partenariats en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et à l'application de nouvelles solutions entre les pays et à l'échelle des sous-régions. La CESAP a recours à l'éducation par les pairs et à la mise en commun de données d'expérience pour aider les pays en développement à suivre et à évaluer la réalisation des objectifs de développement durable et à effectuer des examens nationaux volontaires⁹.

27. Dans le Plan stratégique du PNUD pour la période 2018-2021 (DP/2017/38), la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire constituent un instrument essentiel pour promouvoir la mise en œuvre du Programme 2030. Sa forte présence au niveau des pays, ainsi que les partenariats locaux de confiance qu'il a noués dans plus de 170 pays, axés systématiquement et expressément sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, donnent au PNUD un avantage supplémentaire s'agissant de collaborer avec les pays partenaires, qu'il tire de son offre de développement, de son modèle de fonctionnement et de ses modalités d'exécution de programmes. Le PNUD s'assure le concours de certains bureaux de pays pour qu'ils fassent office de catalyseurs, de points de rencontre, de pôles de connaissances et de centres d'excellence. Par l'intermédiaire du Réseau mondial pour les politiques, les six solutions types offertes par le PNUD proposent des compétences techniques spécialisées en vue de renforcer les capacités institutionnelles et politiques des pays. Les solutions aident les pays à nouer des partenariats et à mettre en commun des connaissances, généralisent les bonnes pratiques et favorisent les partenariats bilatéraux et régionaux au service de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire. Un nouveau réseau composé de plus de 50 dispositifs d'appui aux pays et 60 laboratoires d'accélération nationaux¹⁰ permet de contribuer à développer, reproduire et généraliser les solutions venues du Sud, et, ainsi, à réaliser les objectifs de développement durable.

28. S'appuyant sur son Plan stratégique 2018-2021, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) a mené des consultations approfondies avec ses bureaux de pays en vue d'élaborer une stratégie en matière de coopération Sud-Sud dans les pays dotés d'accords institutionnalisés ayant fait leurs preuves concernant la fourniture

⁹ CESAP, document publié sous la cote ESCAP/RFS/2019/INF/2 (en anglais uniquement). Disponible à l'adresse suivante : www.unescap.org/apfsd/6/document/APFSD6_INF2E.pdf (en anglais uniquement).

¹⁰ Voir <https://acceleratorlabs.undp.org> (en anglais uniquement).

d'assistance technique. Par ailleurs, il a mis à disposition un ensemble d'outils et de services d'appui en matière de coopération Sud-Sud.

29. Le Bureau de la Haute-Représentante pour les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement a appuyé la création, à Oulan-Bator, du Groupe de réflexion international sur les pays en développement sans littoral. Celui-ci vise à promouvoir la collaboration entre pays en développement sans littoral et partenaires du Sud en vue de produire des travaux de recherche de qualité, de fournir des conseils pratiques et d'appuyer le renforcement des capacités. En outre, il fournit un cadre permettant à ces pays d'échanger des informations et des pratiques optimales avec des partenaires du Sud et du Nord et de recevoir un appui à la mise en œuvre du Programme d'action de Vienne en faveur des pays en développement sans littoral pour la décennie 2014-2024.

30. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ainsi que les indicateurs de contrôle correspondants font partie intégrante des programmes d'options stratégiques pour les pays du FIDA. En accord avec les États Membres, la part des programmes intégrant cette coopération a augmenté, passant de 50 % à la dixième reconstitution des ressources du FIDA à 66 % à la onzième reconstitution des ressources du FIDA pour la période 2019-2021¹¹.

31. L'Organisation internationale du Travail (OIT), dans ses principes de coopération pour le développement adoptés en 2018, a mis en avant l'importance de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, qui offrent des moyens stratégiques de promouvoir un apprentissage et une coopération profitables à tous à l'appui du Programme 2030¹². En 2018, dans le cadre de l'accord conclu entre le Bureau international du Travail (BIT) et le Groupe G7+, le Conseil d'administration du BIT a arrêté les dispositions à prendre pour intégrer la coopération Sud-Sud aux mesures d'appui renforcées en faveur de la coopération entre pays fragiles¹³. Le BIT, en partenariat avec les commissions régionales, ira plus loin dans ses travaux sur l'intégration régionale en Afrique et ailleurs. En particulier, ses stratégies aideront les microentreprises et les petites et moyennes entreprises à tirer parti de nouveaux itinéraires commerciaux et contribueront à lever les obstacles stratégiques, réglementaires et non tarifaires.

32. La coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire ont été intégrées sous tous leurs aspects au treizième Programme général de travail de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), pour la période 2019-2023. L'OMS contribuera à mettre au point et à généraliser des solutions innovantes par divers moyens, y compris la coopération Sud-Sud. Elle promouvra en outre cette coopération dans les activités de recherche et d'innovation et l'a incorporée à son budget-programme pour l'exercice biennal 2018-2019.

33. Le Fonds Sud-Sud¹⁴, placé sous l'égide du Groupe de la Banque mondiale depuis 2008, est conforme à la vision du Groupe pour 2030. Dans la vision, le savoir est considéré comme un moteur essentiel et le rôle clef que joue le Fonds Sud-Sud en tant que mécanisme aidant les pays à faire face à leurs difficultés de développement par l'échange de connaissances et l'apprentissage entre pairs est souligné. Les 16 subventions en cours contenues dans le portefeuille 2018 du Fonds permettent de

¹¹ FIDA, document publié sous la cote IFAD11/5/INF.2.

¹² Voir https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/---ed_norm/---relconf/documents/meeting_document/wcms_631778.pdf.

¹³ Voir <http://www.southsouthpoint.net/2018/12/11/ilo-and-south-south-and-triangular-cooperation-in-2018/?lang=fr> (page en anglais uniquement).

¹⁴ Voir www.southsouthfacility.org (en anglais uniquement).

financer 39 projets de la Banque mondiale visant à la réalisation de 14 objectifs de développement durable, d'une valeur cumulée de 13 milliards de dollars¹⁵.

34. Dans la stratégie à moyen terme du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) pour 2018-2021, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire sont mises en avant comme l'un des cinq principes opérationnels nécessaires pour réaliser le Programme 2030. Dans son document d'orientation intitulé "Integrating South-South cooperation in the UNEP programmes of work" (« Intégrer la coopération Sud-Sud aux programmes de travail du PNUE »), le PNUE donne la priorité au renforcement de l'appui institutionnel, prévoit un financement systématique et entend mettre au point des outils de communication et d'information au service de la coopération Sud-Sud.

35. Le VNU, qui fait du volontariat un élément constitutif de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, a intégré une telle coopération à son cadre stratégique pour 2018-2021. En 2018, 81 % de ses volontaires étaient issus de pays du Sud. Le programme envisage de collaborer avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud pour évaluer les résultats du volontariat.

36. En 2018, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire étaient intégrées dans 94 % des plans stratégiques de pays du PAM, et 73 % des bureaux de pays du PAM ont activement aidé d'autres pays à établir et à mettre en œuvre des stratégies et programmes nationaux. En outre, le nouveau réseau de centres d'excellence du PAM facilite la coopération Sud-Sud sur la sécurité alimentaire et la nutrition en fournissant une assistance technique au service du renforcement des capacités et des activités de plaidoyer. Ces mesures ont permis à sept pays de s'approprier leur programme d'alimentation scolaire. La même année, le PAM a apporté un appui à quatre pays africains en vue de faire accéder les petits exploitants agricoles qui produisent des aliments et du coton aux marchés institutionnels.

B. Mesures prises par les organismes du système des Nations Unies pour le développement en vue d'appuyer efficacement les efforts faits par les États Membres pour parvenir au développement durable grâce à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire

Dialogue politique et développement

37. De vastes concertations et consultations Sud-Sud ont eu lieu avant la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud et pendant l'élaboration des engagements faisant suite au document final issu de ladite conférence.

38. Le Département des affaires économiques et sociales a appuyé des concertations multipartites dans le cadre du Forum pour la coopération en matière de développement. Les résultats de l'édition 2018 de ce forum ont éclairé le forum politique de haut niveau pour le développement durable et le forum du Conseil économique et social sur le suivi du financement du développement, qui ont constitué des cadres propices à l'apprentissage et aux échanges de connaissances Sud-Sud dans le contexte de la mise en œuvre du Programme 2030 et du Programme d'action d'Addis-Abeba.

¹⁵ Banque mondiale, The South-South Experience Exchange Facility Implementation Progress Report 2018 (Washington, Groupe de la Banque mondiale, 2019).

39. Les participants au Forum pour la coopération en matière de développement ont établi des notes d'orientation en collaboration avec des chercheurs de haut niveau des pays du Sud. Dans le rapport de 2019 sur le financement du développement durable, le Groupe de réflexion interinstitutions sur le financement du développement a exposé les faits nouveaux concernant le financement du développement plus largement, ainsi que la coopération Sud-Sud dans le contexte des activités de coopération internationale au service du développement. Afin d'encourager l'action à l'échelon national, le Département des affaires économiques et sociales renforcera son domaine de travail consacré à la coopération Sud-Sud, notamment pendant la période précédant la tenue, en mai 2020, du Forum pour la coopération en matière de développement.

40. En 2018, les bureaux extérieurs de l'UNICEF ont indiqué que 100 dialogues sur les politiques en matière de coopération Sud-Sud avaient eu lieu à l'échelle régionale, contre 2 à l'échelle mondiale. Les occasions saisies aux forums mondiaux et régionaux ont fait progresser encore les partenariats entre la Chine et plusieurs pays d'Afrique. L'UNICEF et le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, en collaboration avec les Gouvernements argentin, thaïlandais et ougandais et la Banque islamique de développement (BID), ont organisé un débat d'orientation sur la façon de tirer pleinement parti des possibilités qu'offre la coopération Sud-Sud de faire progresser la réalisation des objectifs de développement durable en faveur des enfants dans les domaines de la santé, de l'eau, de l'assainissement, de la migration et de l'innovation.

41. En juillet 2018, le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) a aidé plus de 100 représentants de ministères et de laboratoires d'idées de Chine et de plusieurs pays africains à examiner la possibilité d'utiliser la coopération Sud-Sud pour parvenir à un dividende démographique¹⁶ dans les pays africains.

42. De plus en plus, les initiatives de coopération Sud-Sud sont institutionnalisées progressivement au niveau régional et prises en considération dans le cadre de l'élaboration de politiques. Par exemple, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) a contribué pour beaucoup au renforcement des capacités au niveau régional, notamment en permettant l'élaboration de politiques, la participation aux négociations relatives à la Zone de libre-échange continentale africaine et la promotion de la transparence et de la coopération sur des mesures non tarifaires pour les régions de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN) et de la Communauté de développement de l'Afrique australe.

43. La CNUCED continue de recueillir et de diffuser des renseignements sur les mesures prises pour résoudre les difficultés rencontrées à l'échelle des pays et de la région en matière de développement dans les pays les moins avancés, les pays en développement sans littoral et les petits États insulaires en développement. Par exemple, la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire sont régulièrement mises en avant dans les recommandations contenues dans le *Rapport sur le développement économique en Afrique*¹⁷ et le *Rapport sur les pays les moins avancés*¹⁸.

44. Les centres du PAM ont organisé plus de 40 dialogues politiques de haut niveau visant à renforcer la coopération Sud-Sud pour éradiquer la faim, ce qui a mené à l'instauration de nouveaux partenariats. Par exemple, lors du Forum mondial sur la

¹⁶ Le terme « dividende démographique » désigne le phénomène selon lequel la productivité économique est stimulée car la population active est plus importante que la population dépendante et ce en raison du déclin de la fertilité.

¹⁷ Voir <https://unctad.org/fr/Pages/Publications/EconomicDevelopmentinAfricaseries.aspx>.

¹⁸ Voir <https://unctad.org/fr/Pages/Publications/TheLeastDevelopedCountriesReport.aspx>.

nutrition infantile, qui s'est tenu en Tunisie, 350 participants venus de 50 pays ont été encouragés à s'approprier leurs programmes d'alimentation scolaires. Le PAM a en outre élaboré des orientations, des outils et des mécanismes complets en matière de programmes pour permettre à ses bureaux de pays d'aider les gouvernements hôtes. En 2018, 4 millions d'enfants répartis dans 17 pays ont profité de ces actions menées en vue de renforcer les capacités nationales.

45. En 2018, plus de 100 des 130 bureaux extérieurs du PNUD ont collaboré avec les gouvernements et d'autres partenaires dans le contexte d'activités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et, ce faisant, ont appuyé des partenariats avec plus de 180 autres pays dans le cadre de plus de 900 initiatives. Les activités de renforcement des capacités en matière de coopération Sud-Sud aux niveaux national et régional ont représenté 53 % de l'ensemble des initiatives, la transmission des savoirs 36 % et les efforts de facilitation des partenariats 12 %.

Démarches innovantes mises en place pour appuyer la coopération Sud-Sud

46. L'innovation dans les domaines de la technologie, des solutions politiques et numériques, de la mobilisation des ressources et du renforcement des capacités a eu des effets toujours plus importants et s'est traduite par davantage de résultats. On trouvera ci-après plusieurs exemples de stratégies et de programmes innovants mis en œuvre par des organismes des Nations Unies en appui à la coopération Sud-Sud.

47. La fonction de coordination du PNUD vis-à-vis du Programme 2030 est au cœur des équipes de pays des Nations Unies nouvelle génération. Le PNUD met ses compétences spécialisées au service du système de développement au sens large, notamment en intensifiant son appui aux cadres juridiques et institutionnels aux fins d'une concertation et d'un apprentissage Sud-Sud transfrontières et en tissant un réseau en partenariat avec le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.

48. L'initiative du Département des affaires économiques et sociales intitulée « Partnerships for Sustainable Development Goals » (« partenariats aux fins des objectifs de développement durable ») fait le point sur plus de 4 000 partenariats enregistrés pour promouvoir l'obtention de résultats et l'échange de connaissances. Par exemple, l'initiative « Parliamentarians advancing anti-corruption through the United Nations Convention against Corruption » (« Les parlementaires font progresser la lutte contre la corruption en appliquant la Convention des Nations Unies contre la corruption ») renforcera les capacités, la participation et les mécanismes axés sur les priorités nationales de développement propres aux pays du Pacifique.

49. L'Organisation des Nations Unies pour le développement industriel (ONUDI) a innové en mettant sur pied un large ensemble de centres d'excellence et de réseaux visant à promouvoir l'échange de connaissances, de données d'expérience et de pratiques optimales, notamment le Centre de l'ONUDI pour la coopération industrielle Sud-Sud, en Chine, le Centre international pour un développement industriel inclusif et durable, en Inde, le réseau de centres de sous-traitance et d'échanges de l'ONUDI et le réseau de bureaux de promotion des investissements et de la technologie de l'ONUDI. Ce dernier, qui s'étend du Bahreïn à la Chine en passant par l'Allemagne, l'Italie, le Japon, le Nigéria, la République de Corée et la Fédération de Russie, offre des moyens d'échanger des politiques de promotion de l'investissement et d'éventuels portefeuilles d'investissements. Ces initiatives renforcent les capacités de l'ONUDI de fournir des services Sud-Sud et des services triangulaires et de mobiliser davantage de ressources complémentaires.

50. Le PNUE a mis en œuvre son projet de renforcement des capacités institutionnelles des pays africains et asiatiques aux fins de l'application de la législation environnementale au moyen de la coopération Sud-Sud et de son sous-

programme de gouvernance environnementale. Ce projet a renforcé les capacités institutionnelles des pays en matière d'application de la législation environnementale grâce à l'échange de renseignements et à la création d'un ensemble de pratiques optimales.

51. Le Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets (UNOPS) a mis en service son outil d'évaluation des capacités en matière de passation des marchés publics dans le domaine des infrastructures¹⁹, qui est conçu pour aider les gouvernements à répertorier les lacunes qui restreignent leur capacité de mettre en place des infrastructures durables et résilientes. À l'issue de projets pilotes et de travaux de recherche menés avec succès et en partenariat avec les Gouvernements brésilien, népalais et serbe, cet outil a été utilisé à la Grenade et au Kenya.

Diffusion des connaissances en faveur du renforcement des capacités

52. Avec l'appui du système des Nations Unies pour le développement, les pays partout dans le monde ont pris d'importantes mesures pour renforcer leurs capacités institutionnelles aux fins de la diffusion des connaissances ; celles-ci consistaient notamment à rendre l'environnement encore plus propice aux objectifs fixés et à perfectionner les compétences techniques connexes.

53. Le Forum Asie-Pacifique des directrices et directeurs généraux pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire a été créé à l'issue de consultations régionales organisées par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud en prélude à la tenue de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud. Cette instance est un lieu où les dirigeants des organismes de coopération pour le développement des pays en développement de la région peuvent échanger des connaissances, des données d'expérience, des enseignements à retenir et des pratiques optimales.

54. Grâce à une série de forums régionaux visant à créer un écosystème entrepreneurial tenant compte des questions de genre, la CESAP a lancé une initiative quinquennale de renforcement des capacités dans la région, intitulée « Stimuler l'entrepreneuriat des femmes : créer un écosystème entrepreneurial tenant compte des questions de genre ». Elle vise à améliorer l'accès des femmes entrepreneurs aux capitaux en mettant en place des mécanismes de financement novateurs et en favorisant l'utilisation de services liés au développement des entreprises et de technologies financières. Elle est mise en œuvre au Bangladesh, au Cambodge, aux Fidji, au Népal, au Samoa et au Viet Nam.

55. Alors que certains marchés émergents, dont l'Indonésie, le Mexique, la Turquie et la Fédération de Russie, redoublent d'efforts pour gérer la coopération au service du développement, ils ont établi un partenariat avec le PNUD pour renforcer leurs capacités institutionnelles. En 2018, par l'intermédiaire du système SSMart for Sustainable Development Goals²⁰ et des plateformes African Solutions Platform²¹ et WIDE Roster²², le PNUD a facilité l'accès aux solutions de développement et a créé une base de données d'experts nationaux.

56. En juin 2018, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), le FIDA et le PAM ont mis en service le Portail des solutions rurales du FIDA, une plateforme en ligne consacrée exclusivement à l'agriculture paysanne et rurale et sur laquelle sont actuellement référencées plus de 40 solutions innovantes. En 2018, au titre de son plan de décentralisation, le FIDA a mis en place

¹⁹ <https://cati.unops.org>.

²⁰ <http://global-ssmart.org>.

²¹ Voir www.southsouthworld.org.

²² <http://unossc1.unep.org/GSSDAcademy2017/WIDE/default.aspx>.

trois centres de connaissances sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, à Addis-Abeba, Beijing et Brasilia. Ils sont conçus pour promouvoir l'échange et la mobilisation de connaissances, de compétences spécialisées et de ressources des pays du Sud en vue d'intensifier la lutte contre la pauvreté en milieu rural, d'y accroître la productivité, d'accélérer la transformation rurale et de promouvoir les investissements entre pays en développement. Par l'intermédiaire de ses plateformes d'échanges de connaissances, la FAO favorise de tels échanges entre pays du Sud au sujet de politiques, de stratégies et de programmes de lutte contre la pauvreté. En Amérique latine, le PAM et les Gouvernements salvadorien et péruvien ont adopté un plan pour favoriser l'apprentissage entre pairs au sujet des filets de sécurité permettant de faire face aux chocs dans le domaine de la protection sociale.

57. L'OMS a fait savoir qu'elle soutenait 241 initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire. L'Organisation panaméricaine de la santé (OPS) continue d'appuyer le renforcement institutionnel des ministères d'exécution par l'intermédiaire de son réseau de praticiens afin d'améliorer la gouvernance nationale et la coopération internationale au service de la santé mondiale et de promouvoir la diplomatie et la coopération sanitaires entre les pays. L'OMS renforce ses capacités humaines en vue de comprendre et de promouvoir les initiatives de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et de recourir à ce type de coopération pour mettre en œuvre le Programme 2030 à l'échelle nationale.

58. Le réseau de l'Amérique latine et des Caraïbes consacré au renforcement des systèmes d'information sur la santé (RELAC SIS)²³ a été mis sur pied pour renforcer les systèmes d'information sanitaire et améliorer la disponibilité des statistiques de l'état civil. L'OPS en assure le secrétariat technique. Le réseau est une plateforme d'apprentissage ouverte et contribue au transfert de technologies vers les pays participants.

Renforcement des partenariats et mobilisation de ressources aux fins de la consolidation de la coopération Sud-Sud

59. À la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, les États Membres ont appelé à un renforcement des partenariats fondé sur l'essence-même des principes directeurs de la coopération Sud-Sud.

60. Plus de 20 entités ont fait savoir qu'elles avaient incorporé des éléments de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire dans leurs stratégies de renforcement des capacités et de mobilisation des ressources pour 2018 et au-delà.

61. Les bureaux extérieurs de l'UNICEF ont indiqué que 37 partenariats Sud-Sud et triangulaires en tout avaient été officialisés en application de divers accords. Par exemple, le Gouvernement thaïlandais a lancé un programme Sud-Sud en collaboration avec l'UNICEF pour renforcer les capacités du pays en tant que source d'information mondiale capable de prêter main forte à d'autres pays dans le cadre de l'action qu'ils mènent pour éradiquer la transmission mère-enfant du VIH et de la syphilis.

62. La FAO a fait preuve de souplesse en matière de mobilisation des ressources destinées à la mise en œuvre des initiatives Sud-Sud et des initiatives triangulaires, en ayant notamment recours au financement provenant des partenaires traditionnels et des membres de ses différents fonds d'affectation spéciale et aux contributions financières directes. Le Japon et la République de Corée sont deux des partenaires essentiels de la coopération triangulaire qui contribuent au renforcement des capacités de la FAO grâce aux transferts Sud-Sud de connaissances et de technologies agricoles.

²³ Voir www.paho.org/relacsis/index.php/en (en anglais et en espagnol uniquement).

63. Le PAM crée des projets pilotes en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire sur le terrain en levant des fonds de démarrage. Par exemple, une contribution de la Chine à hauteur de 1 million de dollars est mise à profit pour renforcer les capacités nationales et obtenir des résultats tangibles en matière de sécurité alimentaire et de nutrition, notamment par des transferts de technologie visant à renforcer la résilience et les moyens d'existence des petits exploitants agricoles.

64. Il est indiqué dans le rapport 2018 de l'Association internationale de développement du Groupe de la Banque mondiale que l'apprentissage Sud-Sud est un outil important pour aider le monde à remédier à des problèmes complexes à tous les niveaux.

65. Le Centre-Réseau des technologies climatiques est l'organe opérationnel du mécanisme pour les technologies relatives aux changements climatiques de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques. Il est placé sous la direction conjointe du PNUE et de l'ONUDI, avec l'appui d'un ensemble de partenaires prenant part à des activités dans plus de 150 pays. Il favorise l'intensification du transfert des techniques écologiquement rationnelles aux fins d'un développement à faibles émissions de carbone et à l'épreuve des changements climatiques sur une base Sud-Sud et triangulaire.

66. Le PNUE a créé plusieurs fonds d'affectation spéciale pour la coopération Sud-Sud. Il a en outre instauré quatre partenariats²⁴ et met en œuvre 21 projets intrarégionaux et inter-régionaux. Ces activités visent à renforcer la coopération et le transfert de technologie dans le domaine de l'environnement afin d'obtenir des contributions déterminées au niveau national.

67. L'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) s'emploie à renforcer les compétences spécialisées qu'ont les pays participants dans le domaine de la propriété intellectuelle en vue d'en promouvoir les avantages sociaux, économiques et culturels. "WIPO Match", un outil appuyé par la BID, vise à favoriser les innovations et les projets ayant trait à la propriété intellectuelle dans 57 des pays membres de la Banque, soit un marché de 1,7 milliard de personnes. L'OMPI a collaboré avec des pays en développement, dont la Chine et la République de Corée, pour créer et gérer des fonds d'affectation spéciale en vue d'assurer la viabilité de ses programmes.

68. L'UNOPS a mis en œuvre avec succès plusieurs projets Sud-Sud financés entre autres par le Brésil, l'Inde et le Mexique. Il collabore actuellement à titre bilatéral avec des États Membres pour mieux faire connaître les projets susceptibles de bénéficier d'un financement du Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement²⁵ et du fonds Inde-Brésil-Afrique du Sud²⁶, améliorer leur utilisation et promouvoir leur mise en œuvre. Il s'emploie par ailleurs à faire progresser la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire par son projet d'investissement à impact social et ses centres d'innovation mondiaux.

69. L'Alliance mondiale des partenariats d'entreprises de distribution d'eau, créée par le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat), promeut et appuie les services de distribution d'eau et d'assainissement dans le monde. Elle vise à contribuer à l'exécution des engagements nationaux et mondiaux

²⁴ La Coalition internationale pour un développement vert établie dans le cadre de l'initiative « Une Ceinture et une Route », le Centre de coopération Chine-Afrique dans le domaine de l'environnement, l'Initiative mondiale pour les tourbières et l'Alliance solaire internationale.

²⁵ Voir <https://www.unsouthsouth.org/devenir-partenaire/fonds-inde-onu-pour-le-partenariat-au-developpement/?lang=fr>.

²⁶ Voir <https://www.unsouthsouth.org/devenir-partenaire/dispositif-ibas-pour-lattenuation-de-la-pauvrete-et-la-lutte-contre-la-faim/?lang=fr>.

dans le domaine de l'eau et de l'assainissement et fait appel principalement à des mécanismes de coopération Sud-Sud mis en œuvre dans un esprit de solidarité. Plus de 50 % des partenariats d'entreprises de distribution d'eau instaurés depuis la création de l'Alliance en 2009 sont des partenariats Sud-Sud.

70. En 2019, dans le cadre du réseau au service de la mise en œuvre du Programme 2030 et du suivi de la réalisation des objectifs de développement durable en Amérique latine et dans les Caraïbes, une stratégie de mobilisation des ressources a commencé à être mise au point dans l'objectif de créer un fonds d'affectation spéciale pour la coopération Sud-Sud, avec le concours de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC), de l'Union européenne, du Mexique, de l'Uruguay et de l'Agence allemande de coopération internationale, entre autres partenaires.

71. Le Centre du commerce international CNUCED/OMC (CCI) a tissé un réseau constitué de près de 1 600 entreprises chinoises et africaines et a appuyé la participation d'entreprises africaines à des manifestations de premier ordre sur le monde des affaires et les investissements organisées en Chine. S'appuyant sur les contributions de plus de 550 entreprises d'Afrique de l'Est, le CCI a aussi publié un document intitulé "The power of international value chains in the global South" (« La puissance des chaînes de valeurs internationales dans les pays du Sud », en anglais uniquement), élaboré conjointement avec le Système de recherche et d'information pour les pays en développement, un laboratoire d'idées se trouvant à New Delhi.

Suivi, évaluation et établissement de rapports

72. Plus de 20 entités ont indiqué avoir incorporé des éléments de coopération Sud-Sud dans leurs directives en matière de gestion de projet, de suivi et d'établissement de rapports. Des exemples sont présentés ci-dessous.

73. En 2018, au titre de son mécanisme d'établissement de rapports annuels axés sur les résultats, le PNUD a évalué les résultats obtenus grâce à la coopération Sud-Sud dans plus de 100 initiatives de collaboration entre ses bureaux de pays, les gouvernements et d'autres partenaires.

74. Le rapport annuel sur la mise en œuvre du plan global et des programmes de pays de l'UNICEF comprend quatre questions de suivi stratégique sur la coopération Sud-Sud, ce qui facilite l'évaluation. Au Brésil, le bureau de pays de l'UNICEF et l'Agence brésilienne de coopération établissent le cadre d'un système de suivi, d'évaluation et d'apprentissage relatif à leur programme trilatéral de coopération Sud-Sud. Une fois pleinement achevé, ce système sera relié au dispositif mondial d'appui et d'engagement Sud-Sud de l'UNICEF et au système de suivi plus large de l'Agence et alimentera ceux-ci, de sorte à couvrir l'ensemble du programme brésilien de coopération technique Sud-Sud.

75. Le PAM est conscient du rôle que jouent la certification technique et l'évaluation et la gestion des risques dans la conception et les plans de mise en œuvre de projets. Il convient de mieux faire connaître l'importance du suivi, de l'évaluation et de l'établissement de rapports sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire à tous les niveaux.

76. Le FIDA a insisté sur la nécessité d'analyser les activités de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, les ressources financières qu'elles reçoivent et les effets qu'elles ont sur les résultats en matière de développement. Pour favoriser les possibilités de collaboration novatrices à l'avenir, il met actuellement sur pied une base de données et un tableau de bord sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire qu'il intégrera dans ses systèmes d'information internes.

C. Données d'expérience et enseignements à retenir de l'optimisation de l'engagement en faveur de la coopération Sud-Sud

77. Les entités des Nations Unies ont constaté que la viabilité des initiatives de coopération Sud-Sud demeurait problématique. Elles ont insisté sur les ressources humaines restreintes allouées aux projets mis en œuvre et sur les lacunes en matière de suivi des projets. Elles ont également insisté sur la nécessité de mettre en place dans les ministères des équipes de coordination et d'exécution des programmes Sud-Sud.

78. Par ailleurs, les entités des Nations Unies ont souligné qu'il fallait poursuivre les initiatives de communication et de sensibilisation pour parvenir à une compréhension commune et à une définition claire des réussites et des difficultés en matière d'intégration de la coopération Sud-Sud au sein de l'ONU et des entités partenaires. On trouvera ci-dessous certains des enseignements tirés.

79. Pendant la période à l'examen, la FAO a mené un examen stratégique de plus de 100 projets de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire mis en œuvre ces vingt dernières années. Le résultat de cet examen, une publication²⁷ présentée à la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, a mis en lumière les principaux enseignements à retenir, notamment qu'il importe que les pays s'approprient et dirigent les échanges Sud-Sud, que les démarches de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire soient souples tant dans les pays et qu'entre eux et que des alliances et engagements stratégiques soient conclus avec divers groupes d'acteurs.

80. Le PNUE a constaté qu'il était difficile d'élaborer des outils efficaces et de recueillir des données en vue de suivre et d'évaluer les effets des initiatives Sud-Sud et d'établir des rapports à ce sujet. Il a noté que le suivi et l'établissement de rapports avaient été plus concluants au niveau infranational.

81. Indiquant que les nouvelles dynamiques migratoires appelaient à l'instauration de partenariats stratégiques élargis entre les pays en développement, l'OIM a estimé qu'il était nécessaire d'investir dans des études comparatives et des analyses qualitatives sur la migration Sud-Sud.

IV. Renforcement de la coordination et de la cohérence de l'appui que le système des Nations Unies pour le développement fournit à la coopération Sud-Sud

82. Pendant la période visée, le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud a appuyé la tenue de consultations pour veiller à ce que le système des Nations Unies pour le développement contribue systématiquement au processus relatif à la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud.

83. En application de la résolution [72/237](#) de l'Assemblée générale, le Bureau a créé un mécanisme interinstitutions et a coordonné les travaux du réseau de référents pour la coopération Sud-Sud dans l'ensemble du système des Nations Unies. Il a en outre créé le groupe interinstitutions Sud-Sud sur la coopération pour le climat et appuyé la mise en œuvre du plan d'action sur la coopération Sud-Sud, qui s'inscrit dans la stratégie d'engagement contre les changements climatiques pour la période 2018-2021.

²⁷ FAO, *South-South and Triangular Cooperation in FAO: Strengthening Partnerships to Achieve the Sustainable Development Goals* (Rome, 2019).

84. Pendant les préparatifs de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, le Bureau a assuré les services fonctionnels de secrétariat, en application des résolutions adoptées par l'Assemblée générale sur la question. À cette occasion, plusieurs rapports, notes de réflexion et notes d'orientation ont été élaborés et nombre de débats organisés. Le Bureau a facilité l'élaboration de ma note sur les préparatifs afin d'éclairer ceux-ci (A/72/711). Pour orienter les débats et les réunions préalables à la Conférence et éclairer les négociations intergouvernementales sur le document final, le Bureau a aussi contribué à rédiger mon rapport d'ensemble en vue de la Conférence (A/73/383), intitulé « Rôle de la coopération Sud-Sud et mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 : difficultés et perspectives ». Il a en outre contribué à rédiger mon rapport annuel sur l'état de la coopération Sud-Sud (A/73/321), en étroite collaboration avec les référents concernés dans plusieurs institutions spécialisées, fonds et programmes du système des Nations Unies. Le rapport a orienté les débats et les négociations intergouvernementales sur la résolution concernant la coopération Sud-Sud tenus dans le cadre de la Deuxième Commission.

85. Afin d'examiner les possibilités d'action dont disposent les pays en développement pour gérer les difficultés et accroître les avantages tant sur le plan individuel que collectif, le Bureau a aidé les États Membres et leurs groupements, à leur demande, à tenir des dialogues politiques fructueux. Le Mécanisme africain d'évaluation par les pairs de l'Union africaine a organisé, en collaboration avec le Bureau et avec l'appui de la BID, une réunion au sujet de la coopération technique Sud-Sud dans le cadre de l'Agenda 2063 et du Programme 2030, laquelle a eu lieu à Johannesburg (Afrique du Sud). En prévision de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud, le Bureau a également organisé, en collaboration avec la CESAP et le Gouvernement thaïlandais, une consultation régionale à laquelle ont participé 33 pays et institutions. Par ailleurs, des consultations ont été organisées avec la CEPALC, le Gouvernement cubain et le Comité d'aide au développement de l'Organisation de coopération et de développement économiques. Le Bureau a aussi organisé un atelier de réflexion au Caire en collaboration avec le Gouvernement égyptien.

86. Dans le cadre de son programme sur le climat et la durabilité, le Bureau a continué d'appuyer les États Membres et de renforcer la dynamique mondiale en matière de coopération Sud-Sud pour le climat. Le Forum de haut niveau sur la coopération Sud-Sud face aux changements climatiques a été organisé à la vingt-quatrième session de la Conférence des Parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, tenue à Katowice (Pologne), pour inciter les plus hauts responsables politiques des pays du Sud à promouvoir la coopération Sud-Sud de sorte à conserver et à renforcer la dynamique de mise en œuvre de l'Accord de Paris. En collaboration avec le Commonwealth, deux consultations ont été organisées pour débattre des difficultés en matière de paix et de développement et des exigences d'apprentissage propres aux 31 pays. Le Bureau poursuit son dialogue avec le secrétariat et les pays membres du Groupe G7+ en vue d'appliquer une robuste stratégie d'apprentissage entre pays fragiles dans le monde entier.

87. Afin de renforcer la coopération au niveau régional, le Bureau a organisé le Forum de haut niveau des directrices et directeurs généraux pour la coopération au service du développement²⁸ le 30 novembre 2018, avec l'appui de l'Agence japonaise

²⁸ La réunion était intitulée "Towards the second High-level United Nations Conference on South-South Cooperation (BAPA+40): the role of practitioners in scaling up the impact of South-South and triangular cooperation for the implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development" (« Cap sur la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la

de coopération internationale et de la BID. À cette occasion, les spécialistes ont participé aux préparatifs de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud et ont échangé des vues et des idées sur les thèmes de la Conférence. Le Forum Asie-Pacifique des directrices et directeurs généraux pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire a tenu deux sessions en 2018. En partenariat avec le Département des affaires de l'ASEAN du Ministère des affaires étrangères thaïlandais et le secrétariat de l'ASEAN, le Bureau a publié un document intitulé *Mapping South-South Cooperation in ASEAN*, qui vise à dresser un inventaire des initiatives de coopération Sud-Sud mises en œuvre dans la région, et un article sur la lutte contre les flux financiers illicites en Asie.

88. Le Bureau a organisé l'Exposition mondiale sur le développement Sud-Sud de 2018, qui a remporté un franc succès puisqu'elle a accueilli plus de 1 000 participants représentant plus de 120 pays et plus de 100 institutions. À cette occasion, plus de 250 difficultés rencontrées en matière de développement de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire ont été présentées et 130 solutions proposées. L'exposition a été l'occasion de présenter un deuxième volume de la publication phare *Good Practices in South-South and Triangular Cooperation for Sustainable Development* (« Bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire pour un développement durable », en anglais uniquement), qui contient 107 bonnes pratiques décrites par des États Membres, des organismes des Nations Unies et d'autres partenaires de développement.

89. Afin de combler les lacunes en matière de connaissances et de répondre de manière plus systématique et plus efficace aux demandes des pays en développement qui souhaitent établir des liens et collaborer avec d'éventuels partenaires et apprendre d'eux, le Bureau a mis en place en 2018, à l'issue d'une consultation avec plus de 15 entités des Nations Unies, une plateforme mondiale de mise en commun des connaissances et de négociation de partenariats, South-South Galaxy. Celle-ci a été conçue pour faciliter l'accès des partenaires du Sud à une vaste gamme de connaissances, de solutions, de travaux de recherche, d'initiatives de renforcement des capacités, d'experts et de partenaires.

90. Dans le cadre du projet conjoint du Bureau et du PNUD, intitulé "South-South global thinkers: the global coalition on think tank networks for South-South cooperation" (« les penseurs Sud-Sud à l'échelle mondiale : la coalition mondiale sur les réseaux de laboratoires d'idées au service de la coopération Sud-Sud »), une plateforme en ligne a été créée. Celle-ci permet aux réseaux de laboratoires d'idées d'accéder à des possibilités de dialogue et de création de réseau en temps réel, à des ressources et des outils, à des renseignements sur des manifestations, à des nouvelles et à des billets de blog. En 2018, des membres du réseau de laboratoires d'idées ont lancé deux débats en ligne, intitulés "Investing in the Sustainable Development Goals through South-South and triangular cooperation: proven policies, legal practices and challenges" (« Investir dans les objectifs de développement durable au moyen de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire : stratégies et pratiques juridiques éprouvées et difficultés ») et "Role of South-South cooperation and the implementation of the 2030 Agenda for Sustainable Development" (« Rôle de la coopération Sud-Sud et mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 »). Huit travaux d'études ont été demandés dans le cadre de cette initiative en vue de renforcer l'élaboration de stratégies Sud-Sud fondées sur des données factuelles. Deux ateliers régionaux ont été organisés en 2018 pour recenser

coopération Sud-Sud (quarantième anniversaire du Plan d'action de Buenos Aires): le rôle des spécialistes dans la généralisation des effets de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire au service de la mise en œuvre du Programme de développement durable à l'horizon 2030 »).

les difficultés et les bonnes pratiques en matière de politiques et dans le domaine juridique. En outre, le Bureau a signé un mémorandum d'accord avec l'Université de Buenos Aires pour y créer une chaire de coopération Sud-Sud, structure qui sera reproduite dans d'autres universités.

91. Pour donner suite à ma demande, le Bureau a coordonné l'élaboration d'un rapport intitulé *Cooperation beyond Convention: Independent Report on South-South and Triangular Cooperation* (« La coopération hors convention : rapport indépendant sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire »), dans lequel sont étudiés les divers modèles coopératifs et leurs effets sur les difficultés rencontrées actuellement au niveau mondial. Par ailleurs, le Bureau a aidé les États Membres, les organisations intergouvernementales, la société civile, les partenaires de développement et les entités des Nations Unies à élaborer 10 publications sur le thème « Sud-Sud en action » dans lesquelles ils présentent les politiques, initiatives et activités qui leur ont permis d'atteindre les objectifs de développement qu'ils s'étaient fixés.

92. Les initiatives de renforcement des capacités en matière de coopération Sud-Sud comprenaient le programme « Youth4South », un programme avancé de formation des jeunes responsables mené en collaboration avec divers partenaires institutionnels, dont la BID, le FNUAP, l'École des cadres du système des Nations Unies, le VNU, l'Institut chinois pour la coopération Sud-Sud dans le domaine agricole et le Centre de recherches statistiques, économiques et sociales et de formation pour les pays islamiques. Dans le cadre de Youth4South, trois programmes de formation ont été mis en œuvre en Chine et en Turquie, au sujet de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire dans les domaines de l'agriculture, du développement rural et de la santé procréative. Plus de 70 jeunes professionnels et fonctionnaires de près de 50 pays en développement d'Afrique, d'Asie, de la région arabe, d'Europe et de la Communauté d'États indépendants ont participé aux séances de formation.

93. Grâce à sa présence régionale, le Bureau fournit des services d'appui sur-mesure et axés sur la demande aux équipes de pays des Nations Unies et aux référents des gouvernements en matière de coopération Sud-Sud. Le bureau responsable de la région regroupant les États arabes, les États européens et la Communauté d'États indépendants a établi quatre rapports d'évaluation des tendances et possibilités au niveau national dans le domaine de la coopération Sud-Sud ainsi que deux rapports dans le cadre de la série « Sud-Sud en action » et a organisé un forum régional sur le réseautage. Dans le cadre du partenariat sur la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire au service du développement agricole et de l'amélioration de la sécurité alimentaire, le Bureau a mis au point et renforcé divers produits, notamment l'application de réseautage mobile destinée aux agriculteurs, « Harvest IT ». Le Bureau a favorisé l'ouverture d'un dialogue entre la Commission de l'Union africaine et le secrétariat de l'ASEAN visant à promouvoir la coopération interrégionale. En outre, par sa présence dans la région de l'Asie et du Pacifique, il a prêté main forte à l'ASEAN pour recenser les initiatives et mécanismes de coopération Sud-Sud et a aidé les pays et partenaires à proposer leurs bonnes pratiques en matière de coopération Sud-Sud dans le cadre de la série « Sud-Sud en action ».

94. Le Bureau a continué d'assurer la gestion du Fonds d'affectation spéciale Pérez-Guerrero pour la coopération Sud-Sud. Il a appuyé les États Membres et les agents de réalisation des Nations Unies du Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud, du Fonds de partenariat Inde-Nations Unies pour le développement et du Dispositif IBAS pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim, en accord avec les directives de chacun de ces mécanismes.

95. En juin 2019, le Bureau a fêté les deux ans de son initiative fructueuse de financement de projets dans l'esprit de la coopération Sud-Sud au titre du Fonds de

partenariat Inde-Nations Unies pour le développement. En 2018, un guichet du Commonwealth a été établi au sein du Fonds pour un montant de 50 millions de dollars répartis sur cinq ans, déduit des 150 millions de dollars prévus sur dix ans au titre du financement de projets. À ce jour, le Fonds appuie 36 projets à hauteur de 25 millions de dollars ; ceux-ci ont été approuvés en partenariat avec les gouvernements et neuf organismes des Nations Unies répartis sur 37 pays. Les pays membres du Dispositif IBAS pour l'atténuation de la pauvreté et la lutte contre la faim ont renouvelé leur engagement en faveur de la coopération Sud-Sud en 2018 à l'occasion du quinzième anniversaire de ce fonds. En 2018, plus de 37 millions de dollars ont été versés à titre de contribution et 20 partenaires et 32 projets uniques ont reçu un soutien, dont 3 nouveaux projets. Le Gouvernement qatarien a fait don au Bureau de 564 000 dollars par l'intermédiaire du Fonds du Qatar pour le développement en vue de combler le fossé numérique et de renforcer les capacités du Bureau en matière de communications et de gestion des conférences. En 2018, le Gouvernement chinois a versé une contribution financière en plus de sa contribution annuelle au Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud pour renforcer son soutien à la coopération Sud-Sud axée sur l'enseignement en milieu pauvre.

96. En 2018, le Bureau a renforcé les mécanismes d'information, de sensibilisation et de communication stratégique pour appuyer les partenariats et les campagnes générales de sensibilisation en faveur des membres, partenaires et spécialistes de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, ce qui les a mieux fait connaître et les a rendus plus visibles et a accru le nombre de visites sur les sites Web de chacun. Le Bureau fait participer des organismes des Nations Unies et des États Membres par l'intermédiaire de son portail Web innovant, qui fonctionne comme un outil destiné à mettre en relation les organismes et les gouvernements, à partager des connaissances et à lancer des activités de sensibilisation et de promotion sur des questions d'un intérêt fondamental pour le Sud. Cet outil présente les activités de nombreux acteurs en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire, dont les 14 partenaires du système des Nations Unies à ce jour. Il facilite le renforcement du dialogue et des échanges par l'entremise des médias traditionnels et sociaux en vue de diffuser des renseignements d'intérêt et des messages stratégiques dans les divers domaines d'intervention de tous les partenaires. Afin que tous les partenaires puissent accéder à ce portail, ses versions espagnole et française ont été mises en service en 2018 ; les versions arabe, chinoise et russe sont en cours d'élaboration. Une page Web a été créée et des outils de médias sociaux ont été utilisés spécialement pour diffuser des nouvelles et des liens concernant la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud.

97. Compte tenu du mandat et des responsabilités définis dans le document final issu de la Conférence, le Bureau dirigera l'élaboration d'une stratégie de coopération Sud-Sud applicable à l'ensemble du système des Nations Unies, appuiera les dialogues politiques, les programmes et le renforcement des capacités, fournira un appui aux États Membres pour qu'ils établissent des partenariats en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire et permettra la diffusion de bonnes pratiques et des données d'expérience. En tant que secrétariat du Comité de haut niveau pour la coopération Sud-Sud et de son bureau, le Bureau aidera les États Membres en exécutant le mandat défini au paragraphe 24 l) du document final issu de la Conférence et visant à renforcer le rôle du Comité. Il continuera d'aider au renforcement des instituts de recherche publics concernés, des établissements universitaires, des laboratoires d'idées, des réseaux de savoirs et des centres d'excellence régionaux ou thématiques concernés. Il appuiera les efforts de mobilisation de ressources visant à faciliter l'utilisation efficace et efficiente des ressources financières et en nature du Fonds des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et aidera les pays en développement qui en font la demande à accéder aux

fonds de coopération Sud-Sud. Conformément au rôle important accordé à la coopération triangulaire dans le document final, le Bureau, en tant qu'organe des Nations Unies chargé de la coordination dans ce domaine, jouera un rôle important dans la promotion de la coopération triangulaire.

V. Conclusions et recommandations

98. La tenue de la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud et l'adoption de son document final ont été autant d'étapes importantes dans la consolidation du rôle joué par la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire dans la réalisation du Programme 2030 et d'autres objectifs de développement arrêtés au niveau international. Les États Membres et d'autres parties prenantes ont unanimement mis en avant que la coopération Sud-Sud était fondée sur les mêmes principes que ceux contenus dans les 17 objectifs de développement durables. J'encourage toutes les parties prenantes à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire à collaborer pour donner suite aux recommandations contenues dans le document final de sorte à faire progresser la réalisation des objectifs de développement durable d'ici à 2030.

99. Les pays et régions du Sud coopèrent de plus en plus les uns avec les autres et ont adopté une approche multipartite pour accélérer la réalisation du Programme 2030. À cet égard, je suis conscient qu'il convient de nouer des partenariats multipartites stratégiques et inclusifs qui exploiteront les avantages comparatifs des différentes parties prenantes pour appuyer la réalisation des objectifs de développement durable aux niveaux national, régional et mondial. Par ailleurs, j'encourage l'exploration de stratégies novatrices, y compris des modèles de financement innovants en complément des sources de financement conventionnelles.

100. Les dialogues politiques, programmes et partenariats relatifs à la coopération Sud-Sud ont peu à peu gagné en envergure et importance. Je salue les mesures prises systématiquement par les entités des Nations Unies pour maintenir leur appui à la coopération Sud-Sud et à la coopération triangulaire en incorporant celles-ci aux cadres et opérations stratégiques concernés, ainsi qu'à leurs cadres de suivi et d'évaluation. J'appelle de nouveau les entités des Nations Unies à continuer d'intensifier leurs efforts en matière de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire au Siège et aux niveaux national et régional.

101. Le présent rapport fait état d'un accroissement considérable du nombre de supports de connaissances de qualité élaborés, témoignage du rôle que joue la coopération Sud-Sud dans la réalisation des 17 objectifs. Je prie les entités des Nations Unies de renforcer encore les mesures de sensibilisation et de communication, tant au sein des organisations qu'entre elles, pour soutenir les initiatives de coopération Sud-Sud et accroître leur portée.

102. Les organismes et divers acteurs des Nations Unies devraient renforcer leur dispositif de suivi et de présentation de rapports concernant leurs progrès et leur mécanisme de responsabilisation, tout en gardant à l'esprit les principes propres à la coopération Sud-Sud et ses caractéristiques uniques.

103. Je salue l'action menée par certains pays en développement, qui ont conçu des méthodes pour assurer le suivi de leurs activités de coopération Sud-Sud et pour en surveiller les résultats. J'encourage les pays du Sud à mener, sur la base du mandat défini dans le document final, des consultations en vue de définir des méthodes facultatives non contraignantes pour évaluer les résultats de la coopération Sud-Sud.

104. Les concertations Sud-Sud menées au niveau régional sur les moyens d'accélérer la réalisation des objectifs de développement durable avancent. J'invite

les entités des Nations Unies à doter leurs bureaux régionaux et nationaux de moyens leur permettant d'optimiser les services d'appui sur-mesure et axés sur la demande qu'ils fournissent aux institutions gouvernementales de référence dans le domaine de la coopération Sud-Sud.

105. L'importance, la portée et le dynamisme de la coopération Sud-Sud se sont accrus, d'où la nécessité de renforcer les mesures de coordination et d'harmonisation au sein du système des Nations Unies. J'accueille avec satisfaction les contributions de fond qu'apportent les entités des Nations Unies aux fins de l'élaboration d'une stratégie de coopération Sud-Sud et de coopération triangulaire à l'échelle du système des Nations Unies par l'intermédiaire du mécanisme interinstitutions des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire, coordonné par le Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud.

106. Je félicite les pays qui ont noué des partenariats avec des entités des Nations Unies dans le cadre de mécanismes de financement et de fonds d'affectation spéciale pour faire avancer la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire en vue de faire face aux difficultés de développement. J'encourage tous les pays à poursuivre et à renforcer l'action qu'ils mènent à cet égard.
